

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/VNM/5

24 août 1998

(98-3289)

Groupe de travail de l'accession du Viet Nam

Original: anglais

ACCESSION DU VIET NAM

Renseignements sur le régime applicable au secteur des services

Le gouvernement de la République socialiste du Viet Nam a fait parvenir au Secrétariat selon le modèle de présentation prévu dans la Note technique du Secrétariat (document WT/ACC/5) les renseignements ci-après concernant le régime applicable dans le secteur des services, en demandant qu'ils soient distribués aux membres du Groupe de travail.

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
	Accès aux marchés			Traitement national			
	Limitations		Réglementation pertinente	Limitations		Réglementation pertinente	
I. APPLICATION HORIZONTALE							
Tous les secteurs et sous-secteurs	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) La présence commerciale au Viet Nam de fournisseurs étrangers de services est autorisée sous les formes suivantes (sauf dispositions juridiques contraires):</p> <ul style="list-style-type: none">- contrats de coopération commerciale;- bureaux de représentation;- coentreprises;- entreprises dont les capitaux sont à 100 pour cent étrangers (entreprises appartenant en totalité à des étrangers). <p>Les bureaux de représentation de fournisseurs étrangers de services ne peuvent pas avoir d'activités lucratives au Viet Nam.</p> <p>La participation étrangère à une coentreprise ne peut être inférieure à 30 pour cent du capital statutaire de la coentreprise, sauf dans les cas prévus par le gouvernement. La durée de vie d'une entreprise à participation étrangère et la durée d'un contrat de coopération commerciale sont fixées par le gouvernement et figurent sur l'autorisation d'investissement (elles ne peuvent pas dépasser 50 ans).</p> <p>Le gouvernement peut, au cas par cas, autoriser une durée plus longue (qui ne pourra toutefois pas être supérieure à 70 ans), conformément au règlement établi par le Comité permanent de l'Assemblée nationale.</p>			<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs étrangers de services établis au Viet Nam doivent satisfaire aux dispositions de lois, dont certaines leur sont exclusivement destinées, notamment concernant la fiscalité, la fixation des prix de certains services, l'octroi du droit de louer des terres mais non d'employer les droits d'utilisation des terres comme apport au capital de l'entreprise, l'octroi de droits de propriété sur les biens immobiliers (à l'exception des terres) pour la durée indiquée dans l'autorisation d'investissement.</p>			

1) Fourniture transfrontières**2) Consommation à l'étranger****3) Présence commerciale****4) Présence de personnes physiques**

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
	<p>4) Les employeurs et les salariés étrangers doivent respecter la législation en matière de travail, d'investissement étranger et d'immigration, ainsi que les autres dispositions pertinentes. La durée initiale d'un contrat offert à un salarié étranger ne peut être supérieure à trois ans. Les ressortissants étrangers travaillant au Viet Nam doivent satisfaire aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir au moins 18 ans et être dans un état de santé qui leur permet d'occuper l'emploi auquel ils sont destinés; - avoir une compétence professionnelle ou une formation qu'aucun ressortissant vietnamien ne possède; - ne pas avoir été condamnés ni au civil ni au pénal pour des raisons d'atteinte à la défense nationale telles que définies par la législation vietnamienne; - ne pas avoir été condamnés ni au civil ni au pénal pour tout autre délit, ne pas faire l'objet de poursuites ou d'une sanction pénale n'ayant pas encore été exécutée, conformément à la loi vietnamienne et aux lois étrangères. 		<p>4) Les ressortissants étrangers salariés au Viet Nam:</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont tenus de déposer une demande de permis de travail; - sont assujettis à l'impôt sur le revenu au taux applicable en l'espèce; et - ne peuvent pas prétendre à un droit de propriété sur les biens immobiliers. <p>Les bénéfices d'un investissement au Viet Nam rapatriés ou conservés hors du territoire du Viet Nam sont soumis à l'impôt sur les bénéfices rapatriés.</p>	

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger	3) Présence commerciale	4) Présence de personnes physiques	
	Accès aux marchés		Traitement national		
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations		Réglementation pertinente
	Le directeur général ou le premier directeur adjoint d'une coentreprise devra être un ressortissant vietnamien. Les entreprises à participation étrangère et les parties à un contrat de coopération commerciale sont habilitées à recruter et employer du personnel en fonction de leurs besoins commerciaux, en donnant la préférence à des ressortissants vietnamiens. Les étrangers ne peuvent être recrutés que pour des emplois correspondant à un niveau de compétence technique ou administrative qu'aucun Vietnamien ne possède; il est obligatoire de former des Vietnamiens pour les suppléer.				
II. SECTEUR OU SOUS-SECTEUR SPÉCIFIQUE					
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES					
A. <u>Services professionnels</u>	1) n.d.* 2) n.d.*	Décret n° 42/CP du 8 juillet 1995 promulguant le Règlement sur les activités des cabinets d'avocats étrangers au Viet Nam	1) n.d.* 2) n.d.*		
a) Services juridiques (CPC 861)	3) a) Les cabinets d'avocats étrangers ne peuvent établir une présence au Viet Nam que sous la forme de succursales. Les licences accordées aux cabinets d'avocats étrangers sont valables cinq ans à compter de la date à laquelle elles ont été délivrées; elles peuvent être renouvelées une fois pour une durée de trois ans au plus. Chaque cabinet d'avocats étranger peut établir au maximum deux succursales au Viet Nam. b) La succursale doit employer au moins un juriste étranger en plus du directeur.		3) Les succursales de cabinets d'avocats étrangers ne sont pas autorisées à recruter des juristes vietnamiens.		

1) Fourniture transfrontières**2) Consommation à l'étranger****3) Présence commerciale****4) Présence de personnes physiques**

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
	<p>c) Un cabinet d'avocats étranger qui souhaite fournir les services de conseil juridique au Viet Nam doit satisfaire aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - apporter la preuve qu'il a établi des liens avec des clients étrangers qui ont des activités commerciales ou investissent au Viet Nam; - jouir d'une bonne réputation en matière de services de conseil juridique; - être bien disposé à l'égard de l'État du Viet Nam; - avoir un plan commercial et s'engager à respecter ses obligations au regard de la réglementation et de la législation vietnamiennes; - établir une présence physique et disposer des installations nécessaires pour son activité. <p>4) Les juristes étrangers travaillant dans des cabinets d'avocats étrangers au Viet Nam doivent satisfaire aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir une expérience d'au moins cinq ans en matière de conseil juridique au sein d'un cabinet d'avocats étranger; - ne pas faire l'objet de poursuites pénales, ne pas purger une peine ou faire l'objet d'une condamnation pénale; 			
			4) n.d.*	

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
		Accès aux marchés		Traitement national			
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations		Réglementation pertinente	
		- être bien disposés à l'égard de l'État du Viet Nam. Ils ne sont pas autorisés à fournir des services de conseil juridique en qualité de personnes physiques.					
b)	Services comptables, d'audit et de tenue de livres (CPC 862)	1) n.d.* 2) n.d.* 3) Les cabinets d'experts-comptables étrangers peuvent établir des coentreprises et des entreprises dont les capitaux sont à 100 pour cent étrangers. Ces dernières ne sont autorisées à fournir des services qu'aux entreprises à participation étrangère établies au Viet Nam, aux projets auxquels participent des États étrangers et aux projets financés par des capitaux étrangers. Il n'existe que cinq entreprises à capitaux étrangers au bénéfice d'une licence. Ce chiffre sera réexaminé en l'an 2000.	Décret n° 07/CP du gouvernement, du 29 janvier 1994	1) n.d.* 2) n.d.* 3) n.d.*			
c)	Services de conseil fiscal (CPC 863)	4) Un vérificateur des comptes étranger doit faire reconnaître son certificat d'expert-comptable auprès du Ministère des finances. Il doit en outre s'inscrire sur la Liste des vérificateurs des comptes étrangers, gérée par le Ministère des finances. Un vérificateur des comptes étranger n'est pas autorisé à fournir des services d'audit en qualité de personne physique: il doit d'abord s'inscrire afin de fournir des services d'audit dans le cadre d'une d'entreprise légalement établie au Viet Nam.		4) n.d.*			

1) Fourniture transfrontières
2) Consommation à l'étranger
3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

		Accès aux marchés		Traitement national	
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
d)	Services d'architecture (CPC 8671)	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les architectes étrangers sont autorisés à fournir des services d'architecture au Viet Nam sous réserve qu'un contrat leur ait été attribué ou qu'ils aient été sélectionnés pour exécuter un projet de construction.</p> <p>4) Un ressortissant étranger qui souhaite établir des plans d'architecture pour un projet de construction doit résider de manière permanente au Viet Nam et travailler dans un cabinet légalement établi au Viet Nam.</p> <p>Un ressortissant étranger n'est pas autorisé à fournir des services en tant que personne physique.</p>	<p>Circulaire n° 01/BXD/CSXD du Ministère de la construction sur la gestion de projets avec participation étrangère et des offres de constructeurs étrangers au Viet Nam, du 15 avril 1997</p> <p>Décision n° 91/BXD/CSXD du Ministère de la construction sur la réglementation de la profession d'architecte, du 16 avril 1993</p>	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les plans d'architecture établis par un fournisseur étranger doivent être examinés par au moins un architecte vietnamien confirmé qui s'assure de leur conformité aux règles et normes de construction vietnamiennes.</p> <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	<p>Décision n° 91/BXD/CSXD du Ministère de la construction sur la réglementation de la profession d'architecte, du 16 avril 1993.</p>
e)	Services d'ingénierie (CPC 8672)	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs étrangers de services peuvent exercer les activités après avoir signé un contrat ou avoir été sélectionnés pour exécuter un projet; pour pouvoir exécuter le projet au Viet Nam, ils doivent déposer une demande de permis qui est octroyé au cas par cas.</p>	<p>Circulaire n° 01/BXD/CSXD du Ministère de la construction sur la gestion de projets avec participation étrangère et des offres de constructeurs étrangers au Viet Nam, du 15 avril 1997</p>	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Le permis est délivré uniquement pour un projet donné. Les étrangers ne sont pas autorisés à fournir des services d'études techniques en vue de l'établissement de plans d'urbanisme, d'aménagement rural ou de plans directeurs sectoriels.</p>	<p>Décision n° 91/BXD/CSXD du Ministère de la construction sur la réglementation de la profession d'architecte, du 16 avril 1993.</p>

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
		Accès aux marchés		Traitement national			
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente		
f)	Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)	<p>Les entreprises étrangères d'ingénieurs-conseils ne peuvent pas fournir de services de topographie, de prospection géologique, de relevés météorologiques et hydrographiques, sauf lorsque le Viet Nam n'est pas en mesure de le faire et demande expressément à un fournisseur étranger d'exécuter ces tâches.</p> <p>4) Un ressortissant étranger souhaitant fournir ce type de services doit résider de manière permanente au Viet Nam et travailler dans un cabinet d'architecture légalement établi au Viet Nam. Un ressortissant étranger n'est pas autorisé à fournir ce type de services en tant que personne physique.</p>		<p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>			
g)	Services d'aménagement urbain (CPC 8674)	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs étrangers de services peuvent exercer des activités après avoir signé un contrat ou avoir été sélectionnés pour exécuter un projet; ils doivent déposer une demande de permis qui est accordé pour l'exécution d'un projet donné au Viet Nam. Les cabinets étrangers d'ingénieurs-conseils ne peuvent pas fournir de services de topographie, de prospection géologique, de relevés météorologiques et hydrographiques, sauf lorsque le Viet Nam n'est pas en mesure de le faire et demande expressément à un fournisseur étranger d'exécuter ces tâches.</p>		<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Le permis est délivré pour un projet donné.</p> <p>Les étrangers ne sont pas autorisés à fournir des services d'études techniques en vue de l'établissement de plans d'urbanisme, d'aménagement rural ou de plans directeurs sectoriels.</p>			

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

		Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente	
D. <u>Services immobiliers</u>	4) Un ressortissant étranger souhaitant fournir ce type de services doit résider de manière permanente au Viet Nam et travailler dans un cabinet d'architecture légalement établi. Un ressortissant étranger n'est pas autorisé à fournir ce type de services en tant que personne physique.		4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		
	a) Services immobiliers se rapportant à des biens propres (CPC 821) b) Services immobiliers à forfait ou sous contrat (CPC 822)	1) n.d.* 2) n.d.* 3) Les fournisseurs étrangers de services peuvent fournir ce type de services dans le cadre de coentreprises de construction de bureaux ou d'appartements destinés à la location. 4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	Décret n° 56/CP Décret n° 60/CP Décret n° 193/CP	1) n.d.* 2) n.d.* 3) Seules des entités économiques nationales peuvent obtenir de l'État le droit d'utilisation des terres qu'elles peuvent transférer à des fins résidentielles en vue de construire. Seuls les organismes vietnamiens et les personnes physiques propriétaires de maisons et disposant du droit d'utilisation des terres à des fins résidentielles sont autorisés à y résider et à transférer le droit d'utilisation des terres. 4) n.d.*	
2. SERVICES DE COMMUNICATION					
(CPC 7511, 7512, 7521)	1) Non autorisée 2) n.d.* 3) Les fournisseurs étrangers de services sont autorisés à établir des bureaux de représentation et à conclure des accords de coopération commerciale avec les fournisseurs vietnamiens de services des postes et télécommunications.		1) Non autorisée 2) n.d.* 3) n.d.*		

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
	Accès aux marchés			Traitement national			
	Limitations		Réglementation pertinente	Limitations		Réglementation pertinente	
	La participation étrangère au capital est plafonnée à 49 pour cent du capital enregistré pour le projet de contrat de collaboration commerciale. 4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".			4) n.d.*			
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES							
(CPC 510)	1) n.d.* 2) n.d.* 3) Les entreprises étrangères de sous-traitance dans le domaine de la construction ne sont autorisées à fournir des services au Viet Nam qu'après avoir été sélectionnées dans le cadre d'un appel d'offres ou avoir été choisies pour un projet donné. Une licence est requise pour l'exécution du projet au Viet Nam. 4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		Circulaire n° 01/BXD-CSXD	1) n.d.* 2) n.d.* 3) n.d.* 			

1) Fourniture transfrontières
2) Consommation à l'étranger
3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
- Services d'assurance-vie (CPC 8121)	2) La participation à chaque opération de réassurance est plafonnée. Les organisations et les personnes physiques vietnamiennes ne sont pas autorisées à acquérir des services d'assurance à l'étranger pour assurer des risques au Viet Nam, sauf dans les conditions figurant au point 1. Il est donc possible, par exemple, d'assurer les risques pour des biens immobiliers situés au Viet Nam.	Circulaire n° 78/1998/TT-BTC sur les activités de réassurance, du 9 juin 1998	2) n.d.*	
- Services d'assurance autre que sur la vie (CPC 8129)				
- Services de réassurance et de rétrocession (CPC 81299)	Les ressortissants étrangers qui travaillent au Viet Nam sont autorisés à souscrire une assurance à l'étranger.			
- Services auxiliaires de l'assurance (y compris services de courtage et d'agence) (CPC 8140)	3) Les fournisseurs étrangers de services sont autorisés à établir une présence au Viet Nam sous les formes suivantes: <ul style="list-style-type: none">- compagnies d'assurance constituées en coentreprises;- compagnies d'assurance dont le capital est à 100 pour cent étranger;- bureaux de représentation. Les compagnies d'assurance à participation étrangère ne sont pas autorisées à fournir des services d'assurance obligatoire. Ces services comprennent, entre autres: <ul style="list-style-type: none">- les assurances tous risques en matière de construction et d'installation;- les assurances responsabilité civile pour les propriétaires de véhicules à moteur (jusqu'en l'an 2000, l'assurance contre le feu devrait être considérée comme étant une assurance obligatoire).			

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u>	<p>La participation étrangère au capital d'une coentreprise d'assurance ne peut pas être supérieure à 50 pour cent du capital social de l'entreprise.</p> <p>Les compagnies d'assurance à participation étrangère peuvent faire l'objet de restrictions concernant leur clientèle et leurs activités.</p> <p>Restrictions concernant la réassurance:</p> <p>20 pour cent au moins de la valeur de la réassurance doit être cédée à la Société nationale de réassurance.</p> <p>4) Les personnes physiques étrangères ne sont pas autorisées à exercer des activités d'assurance (quelles qu'elles soient) au Viet Nam (y compris comme agent d'assurance)</p>		4) n.d.*	
	<p>1) Les entreprises d'État sont autorisées à contracter des emprunts à l'étranger à condition qu'elles satisfassent aux critères suivants et qu'elles soient responsables du service de la dette:</p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir des activités rentables et être en bonne santé financière; - avoir un projet économique viable approuvé par le ministère ou la province; - obtenir des conditions de prêts approuvées par le Ministère des finances et la Banque d'État; - obtenir l'aval définitif du garant (s'il est requis par le créancier). 	<p>Décret gouvernemental n° 58/CP du 30 août 1993 Règlement sur les emprunts à l'étranger</p> <p>Règlement sur les garanties et les garanties croisées pour les emprunts à l'étranger (publié avec la Décision n° 23-QD-NH14 du Gouverneur de la Banque d'État, du 21 février 1994)</p>	1) n.d.*	

1) Fourniture transfrontières
2) Consommation à l'étranger
3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
	<p>Les entreprises n'appartenant pas à l'État peuvent contracter des emprunts à condition qu'elles soient responsables du service de la dette et qu'elles obtiennent l'aval d'un garant, s'il est requis. Les banques commerciales qui répondent à des besoins économiques et qui envisagent de contracter des emprunts à l'étranger doivent respecter le plafond fixé par la Banque d'État.</p> <p>2) Les entreprises vietnamiennes peuvent ouvrir des comptes à l'étranger et y transférer des fonds après avoir obtenu l'autorisation de la Banque d'État. Les entreprises à capitaux étrangers peuvent ouvrir un compte à l'étranger pour recevoir les capitaux prêtés par des créanciers étrangers.</p> <p>3) Les établissements de crédit peuvent établir une présence au Viet Nam sous les formes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - bureaux de représentation, - succursales d'une banque étrangère, - banques constituées en coentreprises, - sociétés de financement constituées en coentreprises, - sociétés de financement dont les capitaux sont à 100 pour cent étrangers. <p>En fonction de considérations liées au développement économique du Viet Nam, le Gouverneur de la Banque d'État se prononce sur l'octroi de licences à des établissements étrangers de crédit qui souhaitent opérer au Viet Nam.</p>	<p>Décision n° 228/QD-NH5 du Gouverneur de la Banque d'État sur la publication d'un règlement sur la levée de capitaux auprès d'actionnaires étrangers, du 2 décembre 1993</p> <p>Loi sur l'investissement étranger au Viet Nam</p> <p>Décret n° 189-HDBT du Conseil des Ministres sur les banques étrangères, du 15 juin 1991</p>	<p>2) n.d.*</p> <p>3) n.d.*</p>	

1) Fourniture transfrontières	2) Consommation à l'étranger	3) Présence commerciale	4) Présence de personnes physiques	
	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
	<p>La durée de la licence pour une succursale d'une banque étrangère ou pour une banque constituée en coentreprises au Viet Nam ne peut être supérieure à 20 ans. Ce délai peut le cas échéant être prorogé par décision de la Banque d'État. La durée supplémentaire octroyée ne peut être supérieure à la durée initiale de la licence.</p> <p>a) Les établissements de crédit étrangers qui satisfont aux conditions ci-après sont autorisés à ouvrir un bureau de représentation au Viet Nam:</p> <ul style="list-style-type: none"> - être légalement constitués et agréés par l'organisme compétent dans le pays d'origine; - être en activité depuis au moins cinq ans et jouir d'une bonne réputation. <p>b) Les banques étrangères qui souhaitent établir une succursale au Viet Nam doivent satisfaire aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - tenir compte des impératifs de développement économique du Viet Nam; - déclarer par écrit qu'elles sont responsables de tous les engagements contractés par leur succursale au Viet Nam; le capital social libéré ne peut être inférieur à 15 millions de dollars EU; - la banque étrangère doit être en activité dans le pays d'origine depuis cinq ans au moins et jouir d'une bonne réputation. 			

1) Fourniture transfrontières**2) Consommation à l'étranger****3) Présence commerciale****4) Présence de personnes physiques**

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
	<p>c) Une banque étrangère qui souhaite constituer une coentreprise avec une banque vietnamienne doit satisfaire aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - tenir compte des impératifs de développement économique du Viet Nam; - doter la coentreprise d'un capital social de 10 millions de dollars EU au moins; - disposer d'un plan commercial viable pour les trois premières années. <p>d) Les sociétés de financement étrangères qui souhaitent avoir une activité au Viet Nam doivent satisfaire aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer d'une bonne réputation et pouvoir justifier de trois exercices bénéficiaires consécutifs; être constituées en tant que sociétés de financement indépendantes conformément aux lois vietnamiennes; - doter la coentreprise ou la société de financement dont les capitaux sont à 100 pour cent étrangers d'un capital social de 5 millions de dollars EU au moins. <p>En fonction des besoins de développement économique et de l'évolution du marché monétaire national, le Gouverneur de la Banque d'État se prononce sur la constitution d'établissements de financement et d'entreprises de services bancaires au Viet Nam.</p> <p>La participation étrangère au capital est soumise aux conditions suivantes:</p>			

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
		Accès aux marchés		Traitement national			
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente		
		<ul style="list-style-type: none"> - la part de capital d'une personne morale ou d'une personne physique étrangères est plafonnée à 10 pour cent; - la part de capital de l'ensemble des actionnaires étrangers est plafonnée à 30 pour cent; - en cas de succession ou après cinq années à compter de la date de prise de participation, l'actionnaire est autorisé à céder ses actions; - le nombre d'actionnaires étrangers pouvant siéger au Conseil d'administration est limité au prorata de leur participation au capital social de l'établissement de crédit; les actionnaires étrangers ne peuvent toutefois pas assumer les fonctions de président du Conseil d'administration; - une personne physique étrangère ne peut pas à la fois être actionnaire et représenter une personne morale étrangère au sein d'un établissement de crédit vietnamien; - une personne physique étrangère (actionnaire) ou représentante d'une personne morale n'est pas autorisée à siéger au conseil d'administration de plus de deux établissements de crédit vietnamiens. 					
		4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*			

1) Fourniture transfrontières
2) Consommation à l'étranger
3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

		Accès aux marchés		Traitement national	
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
a)	Acceptation de dépôts (CPC 81115-81119)	<p>1) n.d.*</p> <p>2) Les entreprises vietnamiennes peuvent ouvrir un compte à l'étranger et y transférer des fonds, sous réserve d'une autorisation de la Banque d'État.</p> <p>Les entreprises à capitaux étrangers peuvent ouvrir un compte à l'étranger pour y faire verser des capitaux prêtés.</p> <p>3) Les fournisseurs étrangers de services peuvent établir une présence sous les formes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none">- succursale de banque étrangère;- banque constituée en coentreprise. <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	Décision n° 300/QD-NH5 du 13 novembre 1996 du Gouverneur de la Banque d'État	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Restrictions applicables aux coentreprises et aux succursales de banques étrangères pour l'acceptation de dépôts:</p> <p>ces banques peuvent accepter, à concurrence de 25 pour cent du capital libéré par la banque du pays d'origine pour sa succursale, ou du capital social pour les banques constituées en coentreprises, des dépôts à vue en dong vietnamiens de ressortissants vietnamiens et d'organisations vietnamiennes n'effectuant pas d'opérations de crédit avec la banque.</p> <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	Loi sur la terre
b)	Prêts de tous types (CPC8113)	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs étrangers peuvent établir une présence au Viet Nam sous la forme d'une succursale de banque ou d'une coentreprise aux conditions suivantes:</p>	Décret gouvernemental n° 58/CP sur le règlement régissant les crédits étrangers et le remboursement des emprunts contractés à l'étranger	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les succursales de banques étrangères et les banques constituées en coentreprises:</p> <ul style="list-style-type: none">- ne peuvent pas accepter un droit d'utilisation des terres en guise d'hypothèque;	

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
		Accès aux marchés		Traitement national			
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations		Réglementation pertinente	
c) Crédit-bail (CPC 8112)	<ul style="list-style-type: none">- le total des prêts consentis à un client doit être inférieur à 10 pour cent du capital de la banque (capital enregistré) et du fonds de réserve;- le total des encours des dix premiers clients de la banque doit être inférieur à 30 pour cent de l'ensemble des encours consentis;- le montant total du capital mobilisé, en dong vietnamiens, ne doit pas dépasser le pourcentage établi par le Gouverneur de la Banque d'État.	<p>Circulaire n° 07/TT-NH7 du 26 mars 1994 sur les emprunts permettant de rembourser les crédits contractés à l'étranger par des entreprises</p> <p>Décret n° 189/HDBT du 15 juin 1991 sur les succursales de banques étrangères et les banques constituées en coentreprises</p>	<ul style="list-style-type: none">- ne peuvent garantir que des entreprises étrangères qui répondent à des appels d'offres pour des projets au Viet Nam; elles peuvent accorder des crédits aux entreprises qui sont choisies dans le cadre de ces appels d'offres pour exécuter les projets. <p>Les restrictions particulières sont précisées dans la licence.</p>	<p>Décision n° 217/QDD-NH1 du 17 août 1996 régissant les hypothèques, les nantissements et les garanties bancaires.</p>			
	<p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> <p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs étrangers peuvent établir une présence horizontale dans le secteur bancaire:</p> <ul style="list-style-type: none">- la valeur totale des actifs donnés à bail doit être inférieure à 30 pour cent du capital immobilisé. Ce pourcentage ne peut être dépassé que sur autorisation écrite de la Banque d'État;- la durée du bail doit représenter au moins 60 pour cent du temps nécessaire à l'amortissement de l'actif;- la société ne doit pas affecter plus de 25 pour cent de son capital statuaire à l'achat d'actifs destinés à son propre usage;	<p>Décret 64/CP du 9 octobre 1995 promulguant le Règlement temporaire sur l'exploitation et le fonctionnement des sociétés de crédit-bail au Viet Nam</p> <p>Circulaire n° 03/TT-NH5 du 9 février 1996 de la Banque d'État du Viet Nam concernant des directives pour l'application d'un Règlement temporaire sur l'exploitation et le fonctionnement des sociétés de crédit-bail au Viet Nam</p>	<p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> <p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) n.d.*</p>				

1) Fourniture transfrontières
2) Consommation à l'étranger
3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
d) Tous services de règlement et de transferts monétaires (CPC 81339**)	- le total des capitaux empruntés ne doit pas dépasser 20 fois le capital propre;			
	- une société de crédit-bail n'est pas autorisée à accepter des dépôts, quelle qu'en soit la nature.			
	4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*	
	1) n.d.*		1) n.d.*	
	2) n.d.*		2) n.d.*	
e) Garantie et engagements (CPC 81199**)	3) Les fournisseurs étrangers sont autorisés à établir une présence sous les formes autorisées pour les banques	Décision n° 23-QD/NH14 sur les garanties et les garanties croisées pour les emprunts à l'étranger, du 21 février 1994	3) n.d.*	
	4) n.d.*		4) n.d.*	
	1) n.d.*		1) n.d.*	
	2) n.d.*		2) n.d.*	
	3) Une banque fournissant des services de garantie doit créer un fonds de garanties et de garanties croisées dans les conditions suivantes:		3) n.d.*	
	- le total des garanties et des garanties croisées ne doit pas dépasser 20 fois le capital du fonds;			
	- le total des garanties et des garanties croisées accordées à un client ne doit pas dépasser 10 pour cent de l'ensemble des garanties et garanties croisées. La valeur			

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
		Accès aux marchés		Traitement national			
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations		Réglementation pertinente	
g) Opérations pour compte propre ou pour compte de clients (CPC 81333 + 81339**)		<p>totale des garanties des dix premiers clients ne doit pas dépasser 30 pour cent de la valeur totale des actifs garantis par la banque.</p> <p>Pour pouvoir accorder une garantie ou une garantie croisée de 10 pour cent supérieure à la valeur totale autorisée, le fonds doit présenter une demande d'agrément à la Banque d'État.</p> <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> <p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les succursales d'une banque étrangère et les banques constituées en coentreprises sont autorisées à opérer aux conditions indiquées dans la licence:</p> <p>a) Achat et vente de devises;</p> <p>b) Participation au marché interbancaire des devises:</p> <p>- le montant total d'une opération en devises ne peut pas être inférieur à 50 000 dollars EU,</p> <p>- le taux de change est établi par la Banque d'État.</p> <p>c) Instruments du marché des changes et du marché monétaire tels que les SWAPS et les accords de taux à terme: les banques commerciales sont autorisées à conclure des accords de taux à terme sur le marché interbancaire.</p>					
				4) n.d.*			
				1) n.d.*			
				2) n.d.*			
				3) n.d.*			

1) Fourniture transfrontières
2) Consommation à l'étranger
3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
	<p>d) Participation au marché des titres de créance, y compris sur le marché interbancaire et entre banques et clients:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'émission et le transfert de titres doit se faire sur le marché des titres de créance: <ul style="list-style-type: none"> + bons du Trésor, + billets à ordre émis par les banques commerciales sur autorisation de la Banque d'État, + bons de la Banque d'État; - participation au marché des obligations régi par l'offre et la demande. Les prix d'achat et de vente des bons de la Banque d'État sont établis par cette dernière; - une transaction interbancaire doit porter sur 10 millions de dong au moins. <p>e) Participation aux émissions de bons du Trésor.</p> <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>			4) n.d.*
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
(CPC 9311)	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs de services étrangers peuvent s'établir au Viet Nam sous les formes suivantes:</p>	Décret gouvernemental n° 06/CP concernant des directives pour l'application de l'Ordonnance sur les activités médicales privées, du 29 janvier 1994	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) n.d.*</p>	

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

Accès aux marchés		Traitement national	
Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
<ul style="list-style-type: none"> - hôpital constitué en coentreprise; - clinique de diagnostic constituée en coentreprise; - coopération commerciale sur la base de contrats techniques dans le domaine médical; - centres de diagnostic et de traitement à capitaux 100 pour cent étrangers. <p>Les centres de diagnostic et de traitement doivent être agréés par le Ministère de la santé. Les certificats ont une durée de validité de cinq ans à compter de la date à laquelle ils ont été délivrés.</p> <p>Prescriptions en matière de capital social: 20 millions de dollars EU pour les services hospitaliers; 2 millions de dollars EU pour les services de diagnostic général; 1 million de dollars EU pour les services de diagnostic spécialisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nombre de lits est fixé en fonction des besoins économiques. - durée des projets: 20 ans pour les projets dont le capital social est inférieur à 20 millions de dollars EU et 30 ans pour ceux dont le capital social est supérieur à 20 millions de dollars EU. À la fin de cette période, si le partenaire étranger transfère ses actifs à la partie vietnamienne sans indemnisation, la durée initiale peut être prorogée de cinq ans. Une durée supérieure peut être accordée aux projets de très grande envergure. 	<p>Circulaire n° 07/BYT-TT sur des directives pour l'application de l'Ordonnance sur les activités médicales privées</p> <p>Loi sur l'investissement étranger au Viet Nam</p> <p>Circulaire n° 22/BYT-TT du 29 janvier 1994; annexe fournissant des directives pour l'application de la Loi sur l'investissement étranger aux services de diagnostic et de traitement</p>		

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Accès aux marchés		Traitement national	
Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
<p>4) Seuls les médecins généralistes ou spécialistes étrangers ayant une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans un hôpital sont autorisés à exercer.</p> <p>Un ressortissant étranger dirigeant un hôpital à participation étrangère doit justifier de diplômes reconnus par le Ministère vietnamien de la santé.</p>		4) n.d.*	
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
<p>A. <u>Hôtels</u> (à l'exclusion de la restauration)</p>	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs étrangers sont autorisés dans certaines conditions à établir une présence sous la forme de coentreprises et d'entreprises dont les capitaux sont à 100 pour cent étrangers.</p> <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	<p>Circulaire n° 215/UB/LXT du Comité d'État pour la coopération et l'investissement visant à orienter l'investissement étranger au Viet Nam, du 8 février 1995</p>	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) n.d.*</p> <p>4) n.d.*</p>
<p>- Services de restauration</p>	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les services de restauration peuvent être fournis s'ils entrent dans le cadre d'un investissement hôtelier.</p> <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	<p>Circulaire n° 215/UB/LXT du Comité d'État pour la coopération et l'investissement visant à orienter l'investissement étranger au Viet Nam, du 8 février 1995</p>	<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) n.d.*</p> <p>4) n.d.*</p>

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger		3) Présence commerciale		4) Présence de personnes physiques	
		Accès aux marchés		Traitement national			
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations		Réglementation pertinente	
B.	<u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u> (CPC 7471)	1) Autorisée 2) n.d.* 3) Les fournisseurs étrangers sont autorisés à fournir des services dans le cadre de coentreprises: - la durée d'une coentreprise dont le capital social varie entre 1 et 1,5 million de dollars EU est de sept à dix ans. La durée maximum d'une coentreprise dont le capital social varie entre 1,5 et 2 millions de dollars EU est de 15 ans; - la participation étrangère au capital ne doit pas dépasser 49 pour cent du capital social de la coentreprise; le capital social ne peut pas être inférieur à 1 million de dollars EU; - opérations avec l'étranger (organisation de voyages pour les touristes étrangers à destination ou au départ du Viet Nam seulement, à l'exclusion du trafic intérieur). 4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	Circulaire n° 972/TCDL de l'Administration du tourisme concernant la gestion du tourisme et les activités des agences de voyages, du 25 août 1997	1) n.d.* 2) n.d.* 3) n.d.* <			

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

		Accès aux marchés		Traitement national	
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
11. SERVICES DE TRANSPORT					
A. <u>Services de transport maritime</u>	1) Les transporteurs maritimes étrangers peuvent transporter des marchandises et des passagers entre des ports vietnamiens sous réserve d'une autorisation délivrée par le Ministère des transports dans des conditions particulières.	Décret gouvernemental n° 10/1998/ND-CP du 23 janvier 1998	1) Les taxes et redevances portuaires peuvent être plus élevées pour les navires et bateaux étrangers que pour les navires vietnamiens et les navires navigant entre les ports vietnamiens.	Décision n° 127/VGCP-CNTD-DV de la Commission gouvernementale sur les prix, du 28 octobre 1997	
a) Transport de voyageurs (CPC 7211)		Décret gouvernemental n° 91/CP du 23 août 1997			
b) Transport de marchandises (CPC 7212)	2) n.d.* 3) Les transporteurs maritimes étrangers sont autorisés à fournir des services de transport de voyageurs et de marchandises en créant une coentreprise ou en concluant des contrats de coopération commerciale.		2) n.d.* 3) Les navires et bateaux d'entreprises dont les activités sont régies par la Loi sur l'investissement étranger peuvent être soumis à des taxes et redevances portuaires plus élevées que celles imposées aux navires appartenant à des personnes ou des établissements vietnamiens qui naviguent entre des ports vietnamiens.		
	4) L'équipage d'un bateau appartenant à une coentreprise ne peut pas compter plus de 30 pour cent de personnel étranger. Le capitaine ou le second doivent être des ressortissants vietnamiens.		4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		
f) Services annexes des transports maritimes (CPC 7452, 7459, 748)	1) n.d.* 2) n.d.* 3) Les fournisseurs étrangers de services ne sont pas autorisés à fournir des services d'agence de transport maritime, de courtage maritime ou de pilotage. 4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".	Décision n° 2188/QD-VT du Ministère des transports, du 23 octobre 1992 Décision n° 2884/QD-PC du Ministère des transports, du 17 novembre 1994	1) n.d.* 2) n.d.* 3) n.d.* 4) n.d.*		

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
B. <u>Services de transport par les voies navigables intérieures</u>	1) Les transporteurs étrangers sont autorisés à fournir des services de transport de voyageurs et de marchandises par les voies navigables intérieures au Viet Nam sous réserve d'une autorisation délivrée par le Ministère des transports.	Décret n° 40/CP du gouvernement, du 5 juillet 1996	1) n.d.*	
a) Transport de voyageurs (CPC 7221)	2) n.d.*	Décret n° 10/1998/ND-CP du gouvernement, du 23 janvier 1998	2) n.d.*	
b) Transport de marchandises (CPC 7222)	3) Les transporteurs étrangers sont autorisés à fournir des services de transport de passagers par les voies navigables intérieures en créant une coentreprise ou en opérant dans le cadre d'un contrat de coopération commerciale.		3) n.d.*	
	4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*	
C. <u>Services de transport aérien</u>	1) n.d.*	Loi sur l'aviation civile au Viet Nam	1) n.d.*	
	2) n.d.*		2) n.d.*	
d) Maintenance et réparation d'aéronefs	3) Seules deux coentreprises sont autorisées. La participation étrangère est plafonnée à 40 pour cent du capital social de l'entreprise.	Loi sur l'investissement étranger au Viet Nam	3) n.d.*	
	4) n.d.*		4) n.d.*	
e) Services annexes des transports aériens	1) Les fournisseurs de systèmes informatisés de réservation peuvent fournir des services aux conditions exigées des compagnies aériennes ayant établi des lignes régulières avec le Viet Nam. Chaque compagnie aérienne est autorisée à désigner un fournisseur de SIR.	Loi sur l'aviation civile au Viet Nam	1) n.d.*	
- Systèmes informatisés de réservation (SIR) (CPC 746*)	2) n.d.*	Accords bilatéraux en matière d'aviation	2) n.d.*	
	3) Les compagnies aériennes qui exploitent des lignes régulières vers le Viet Nam sont autorisées à fournir des services dans le cadre des structures suivantes:		3) n.d.*	

1) Fourniture transfrontières
2) Consommation à l'étranger
3) Présence commerciale
4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
- Vente et commercialisation de services liés au transport aérien	<ul style="list-style-type: none"> - coentreprises; - bureaux de réservation; - agent général. <p>Les fournisseurs étrangers de services peuvent créer des coentreprises pour fournir ce type de services au Viet Nam. La participation étrangère est plafonnée à 40 pour cent du capital social de la coentreprise.</p> <p>Les compagnies aériennes étrangères qui exploitent des lignes régulières vers le Viet Nam ne sont autorisées à utiliser des systèmes informatisés de réservation que dans leurs bureaux de réservation ou par l'intermédiaire de leurs agents et dans le cadre de leurs propres activités.</p> <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>			
	1) n.d.*	Loi sur l'aviation civile au Viet Nam	1) n.d.*	
	2) n.d.*		2) n.d.*	
	3) Seules les compagnies aériennes exploitant des lignes vers le Viet Nam sont autorisées à fournir ce type de services.	Accords bilatéraux en matière d'aviation	3) n.d.*	
	4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*	

1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
E. <u>Services de transport ferroviaire</u>	1) n.d.* 2) n.d.*	Décret gouvernemental n° 10/1998/ND-CP, du 23 janvier 1998	1) n.d.* 2) n.d.* 3) n.d.*	
a) Transport de voyageurs (CPC 7111)	3) Les fournisseurs étrangers de services sont autorisés à fournir des transports ferroviaires de voyageurs ou de marchandises en créant une coentreprise ou dans le cadre de contrats de coopération commerciale. 4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*	
b) Transport de marchandises (CPC 7112)				
F. <u>Services de transport routier</u>	1) n.d.* 2) n.d.*	Décret gouvernemental n° 10/1998/ND-CP, du 23 janvier 1998	1) n.d.* 2) n.d.* 3) n.d.*	
a) Transport de voyageurs	3) Les transporteurs étrangers sont autorisés à fournir des transports routiers de voyageurs en créant une coentreprise avec des associés vietnamiens ou dans le cadre de contrats de coopération commerciale. 4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*	
b) Transport de marchandises				
H. <u>Services annexes et auxiliaires de tous les modes de transports</u>	1) n.d.* 2) n.d.*	Décision n° 1991 QD/VT du Ministère des transports, du 28 septembre 1992	1) n.d.* 2) n.d.* 3) n.d.*	
c) Services des agences de transport de marchandises (CPC 748)	3) Les fournisseurs étrangers ne sont pas autorisés à fournir des services d'agences de transport de marchandises. 4) n.d.*		4) n.d.*	

1) Fourniture transfrontières

2) Consommation à l'étranger

3) Présence commerciale

4) Présence de personnes physiques

		Accès aux marchés		Traitement national	
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
12. AUTRES SERVICES NON COMPRIS AILLEURS					
A. <u>Services industriels</u>	1) n.d.*	Loi sur les ressources minérales, du 20 mars 1996 Décret n° 68/CP, du 6 novembre 1996 sur la mise en œuvre de la Loi sur les ressources minérales	1) n.d.*		
a) Prospection minière	2) n.d.*		2) n.d.*		
	3) a) Prospection minière sur le plateau continental (à l'exception du pétrole et du gaz): - une même entreprise pourra bénéficier d'un maximum de cinq licences d'exploration. La concession accordée par une licence est inférieure à 200 km ² . b) Prospection de métaux précieux: - une même entreprise pourra bénéficier d'un maximum de cinq licences d'exploration. La concession accordée par une licence est inférieure à 50 km ² . c) Prospection du charbon et des minéraux métalliques et non métalliques: - une même entreprise pourra bénéficier d'un maximum de cinq licences d'exploration. La concession accordée par une licence est inférieure à 100 km ² . d) Prospection d'eau minérale: - une même entreprise pourra bénéficier d'un maximum de cinq licences d'exploration. La concession accordée par une licence est inférieure à 1 km ² .		3) n.d.*		
	4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*		
b) Extraction et transformation de minéraux	1) n.d.*	Loi sur l'investissement étranger au Viet Nam	1) n.d.*		
	2) n.d.*		2) n.d.*		

1) Fourniture transfrontières		2) Consommation à l'étranger	3) Présence commerciale	4) Présence de personnes physiques	
		Accès aux marchés		Traitement national	
		Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
B. <u>Services de l'industrie pétrolière</u>	a) Prospection pétrolière	<p>3) Les fournisseurs étrangers de services peuvent établir une présence commerciale sous la forme d'une coentreprise ou d'une société dont les capitaux sont à 100 pour cent étrangers (sauf en ce qui concerne l'extraction de pierres précieuses):</p> <ul style="list-style-type: none"> - la durée d'exploitation est fonction de l'étude de viabilité et du gisement; - l'exportation de matières premières minérales est soumise à restriction. <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>	Loi sur le pétrole	3) n.d.*	
		<p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) Les fournisseurs de services sont autorisés à conclure des contrats de partage de la production, à créer des coentreprises et à conclure des contrats de coopération commerciale. La zone d'exploration est de deux lots par contrat (quatre lots dans des cas particuliers)</p> <ul style="list-style-type: none"> - la durée des contrats est de 26 ans au maximum (36 ans pour des cas particuliers) <p>4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p>		<p>4) n.d.*</p> <p>1) n.d.*</p> <p>2) n.d.*</p> <p>3) n.d.*</p> <p>4) n.d.*</p>	

1) Fourniture transfrontières**2) Consommation à l'étranger****3) Présence commerciale****4) Présence de personnes physiques**

	Accès aux marchés		Traitement national	
	Limitations	Réglementation pertinente	Limitations	Réglementation pertinente
C. <u>Services de pêche</u>	1) n.d.*	Décret n° 93/CP, du 27 novembre 1993	1) n.d.*	
a) Services annexes à la pêche	2) n.d.*		2) n.d.*	
	3) Les fournisseurs étrangers peuvent établir une présence sous la forme d'une coentreprise aux conditions suivantes:	Décret n° 15/CP, du 19 mars 1996	3) n.d.*	
	- en fonction des besoins économiques, la coentreprise sera autorisée à pêcher au large dans les eaux territoriales vietnamiennes;	Circulaire n° 02 TS/TT, du 25 juin 1994		
	- l'équipage d'un navire ne peut compter plus d'un tiers de personnel étranger;			
	- le capitaine ou le second doivent être des ressortissants vietnamiens.			
	4) n.d.*, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".		4) n.d.*	

* Les mesures applicables en matière de limitations ne sont pas disponibles. Elles seront formulées et notifiées ultérieurement.

LISTE DES EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteurs ou sous-secteurs	Description de la mesure (applicable au secteur), y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs		Pays de l'ANASE	Indéterminée	Accords bilatéraux ou régionaux
<u>Transport aérien</u> - services de réparation et de maintenance des aéronefs - vente et commercialisation de services de transport aérien - services de système informatisé de réservation (SIR)	Accord bilatéral fondé sur la réciprocité	Pays ayant conclu des accords bilatéraux en matière d'aviation avec le Viet Nam	Indéterminée	Réciprocité
Transport international maritime de marchandises	Partage des cargaisons: - Accord maritime entre le gouvernement du Viet Nam et le gouvernement du Royaume de Thaïlande	Royaume de Thaïlande	Dix ans	Accord bilatéral
Services de transport maritime - transport routier interne de marchandises - stockage et entreposage de marchandises - parc à conteneurs	Ces trois sous-secteurs font l'objet d'un traitement préférentiel dans le cadre de l'accord maritime conclu entre le Viet Nam et Singapour	République de Singapour	Dix ans	Accord bilatéral
Services liés à la pêche	Accord bilatéral fondé sur la réciprocité	Tous les pays	Indéterminée	Préserver et valoriser les ressources naturelles sur la base de la réciprocité